

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

15 AU 21 SEPTEMBRE 1994

N° 966

10,00 F

FMI, BANQUE MONDIALE ET GATT : LES SANGSUES CAPITALISTES

EN OCTOBRE 1994, à Madrid, coincidant avec la commémoration des cinquante ans de leur existence, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale tiendront une assemblée générale. Ces deux institutions financières internationales, contrôlées par les pays du « Nord », sont plus fortes que jamais pour dicter les règles qui régissent les relations entre le centre (Nord ou vieux monde) et la périphérie (Sud ou tiers monde). Au FMI et à la BM, il convient d'ajouter le GATT, dont la création fut décidée pour réguler les règles de la libre concurrence mondiale, pour le bénéfice des forces hégémoniques à l'échelle planétaire et dont les centres de décision se situent aussi dans les pays du centre.

Au XV^e et XVI^e siècles, avec la circonscription par voie navale de l'Afrique et la « découverte » de l'Amérique, débutent les relations « centre-périphérie » qui se caractérisent par la soumission, l'esclavage et l'extermination des peuples et cultures de la « périphérie », et le saccage des ressources naturelles, ceci grâce à la supériorité militaire et le transport de colonisateurs en provenance du « centre ».

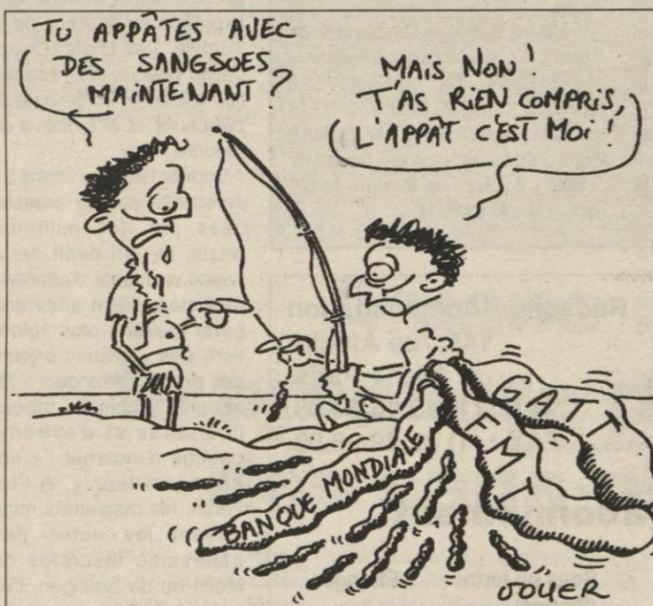
Jusqu'au milieu de notre siècle, et malgré le processus de décolonisation initié au XIX^e siècle, cette configuration du monde change peu, approfondissant les inégalités et les relations d'exploitation et de pillage. Depuis lors, avec l'avènement des institutions de Bretton Woods (FMI, BM, GATT), les écarts s'accroissent, dénouant plusieurs

types de déséquilibres qui mènent l'humanité à une crise sans précédents :

— épuisement des ressources de la planète (désertification, érosion de terres fertiles, croissante rareté de l'eau), accumulation de résidus toxiques et radioactifs, pollution de l'air et de l'eau, changement climatique et disparition progressive de la couche d'ozone, gaspillage énergétique des sociétés du centre, face à une pénurie énergétique de la périphérie qui doit raser ses forêts à la recherche de moyens de combustion ;

— dette croissante des pays de la périphérie, au moins ceux à qui FMI et Banque mondiale imposent leurs plans de réajustement qui impliquent dévaluation, gel des salaires et libéralisation des prix, ouverture des marchés, économies drastiques en matière de santé et d'éducation — mais pas de Défense —, privatisation des meilleures entreprises publiques, en les vendant à des multinationales. Et pour sortir de cette diabolique spirale, on propose plus de prêts et toujours plus de plans d'ajustement, quand l'unique solution passe par l'annulation de la dette extérieure et la concession immédiate d'au moins 0,7% du PIB des pays du centre dans le cadre d'une véritable aide aux pays périphériques ;

— destruction des petites économies de subsistance, en les remplaçant par de grandes monocultures vouées à l'exportation, éradiquant des écosystèmes et provoquant l'émigration de millions de petits agriculteurs vers les quartiers marginaux des villes ou vers des terres moins productives ou les forêts vierges. En plus, les organismes de Bretton Woods ont



ALLEMAGNE

Six antifascistes en procès à Berlin : la menace de la perpétuité

Le 20 septembre 1994, débutera à Berlin l'un des plus importants procès depuis 1945. Il concerne six militants antifascistes. Tous ont la particularité d'être turcs ou kurdes. On les accuse du meurtre d'un dirigeant néo-nazi

Quand, un jour d'avril 1992, un groupe de cadres fascistes de mouvements proches des Republikaners, dont la Deutsche Liga/Die Nationalen, se réunissent dans un restaurant chinois du quartier de Neukölln à Berlin,

ainsi que de six tentatives d'assassinat. Une journée internationale de solidarité doit avoir lieu le lundi 19 septembre. En France, elle se fera à l'appel du collectif Solidarité Résistance Antifasciste (SRA).

les habitants du quartier, à forte population immigrée, le ressentent comme une véritable provocation. C'est spontanément que ceux-ci vont décider de tout faire pour empêcher ladite réunion. Le meeting est alors attaqué par un

groupe d'individus masqués. Durant l'affrontement, le secrétaire de la Deutsche Liga, Gerhard Kaendl, et Thorsten Thaler, de l'Institut d'éducation Hoffman-von-Fallersleben, sont

(suite p. 8)

(suite p. 2)

« FOLK A LIER »
FÊTE
SES DIX ANS
SUR
RADIO LIBERTAIRE
le 16 septembre à 20 h
au
Passage du Nord-Ouest
13, rue du Faubourg-
Montmartre
75009 Paris
Tél. : 47.70.81.47

le 17 septembre à 15 h
au
CTM/MJC de Ris-Orangis
10, place Jacques-Brel
91130 Ris-Orangis
Tél. : 69.02.13.20

le 18 septembre à 15 h
au
Ti ar Vretoned/Mission
bretonne
22, rue Delambre
75014 Paris
Tél. : 43.36.26.41

RUSSIE :
TCHEREPOVETS 94
P. 4
IMPRESSIONS SUR
L'INDE DU SUD
P. 5
CARLOS-WOODSTOCK :
LA FIN D'UNE ÉPOQUE
P. 6

T 2137 - 966 - 10,00 F



Six antifascistes en procès à Berlin : la menace de la perpétuité

(suite de la « une »)
blessés ; le premier le sera mortellement.

Aujourd'hui, Fatma, Abidin, Mehmed, Segho, Erkam et Bazdin se retrouvent accusés d'être les auteurs de ces actes. On a pourtant toutes les raisons de les croire quand ils clament leur innocence, car la manière dont fut menée l'enquête donne une idée de la signification qu'entend donner l'Etat allemand à ce procès qui se veut décisif

pour les antifascistes radicaux. Immédiatement après l'affrontement, les médias et la police parlèrent d'agresseurs issus de la communauté turque ou arabe, alors que ceux-ci étaient masqués. Ce fut le début d'une période de répression intense, menée en particulier contre l'organisation turco-kurde Antifascist Genlik (Jeunes antifascistes).

Lors de l'enquête, il est nettement apparu que certains

policiers fournissaient d'amples informations aux nazis, dont une liste d'hypothétiques coupables, livrée en octobre 1992. Le résultat est qu'aujourd'hui six personnes passent en procès sur la base de témoignages douteux.

Par ailleurs, pour pouvoir inculper les supposés agresseurs, la commission policière spécialement mise en place ne recula devant aucune méthode : 15 jours de détention sans possibilité de voir un avocat, ce qui équivalait à une mise au secret ; menaces ; pressions... Il s'agissait ainsi de criminaliser les antifascistes radicaux et de montrer du doigt les immigrés.

Le procès débute le 20, et sera paré d'un impressionnant dispositif de sécurité, tant l'affaire est d'importance, d'autant que les inculpés risquent gros : la perpétuité (20 ans incompressibles) et ensuite leur expulsion en direction de la Turquie. Les chefs d'inculpation retenus par l'accusation est le « meurtre collectif prémédité et la tentative de meurtre ».

Depuis 1990, au moins 75 personnes ont été assassinées par des militants nazis. Or, en dépit de la vague montante d'attentats fascistes, l'Etat allemand parle toujours plus volontiers des « crimes organisés par des étrangers », et réfugiés, immigrés, milieux libertaires et d'extrême gauche d'incarner l'« ennemi intérieur ». A l'inverse, les magistrats minimisent les actes des assassins fascistes de Mölln ou de Solingen, ces « jeunes désorientés », ces « victimes de la réunification [...] sous l'emprise de l'alcool au moment de leurs actes ». D'autres osent mettre en doute le génocide orchestré par les nazis, il y a 50 ans.

Ainsi, la liste des convergences entre les nazis et certains membres de la police et de l'Etat, ne cessent de s'allonger. Par exemple, Hans-Christof Bonferts, porte-parole du sénateur de l'Intérieur berlinois Dieter Heckelmann, a participé à une réunion rassemblant des Republikaners et des membres de la Deutsche Liga. Bonferts, le scandale découvert, a dû démissionner, tandis que son patron, le sénateur Heckelmann, devait quitter la commission spéciale chargée d'enquêter sur la mort de Kaindl.

Le message du procès à venir est donc clair pour les réfugiés, les immigrés et les antifascistes : tenez-vous à carreau ! Le procès a d'autant plus d'importance qu'il débute juste avec des élections, à l'heure où les chrétiens-démocrates et les libéraux adoptent des slogans de campagne comme « Droit et Ordre ».

Dans ce climat, il s'est créé un collectif de soutien aux inculpés. Ce collectif allemand souhaite faire de la journée du 19 septembre une journée d'action internationale de solidarité avec les inculpés. Son action est relayée en France par Solidarité Résistance Antifasciste, un collectif qui regroupe le syndicat CNT, l'Organisation communiste libertaire, l'association Ras l'Front et le SCALP-REFLEX. Ce jour-là, vous êtes tous invités à protester auprès des institutions allemandes de votre ville (ambassade, consulat, institut, centre culturel...) ; à ce sujet, le groupe Humeurs Noires de la Fédération anarchiste appelle à un rassemblement, à 18 h 30, devant le consulat d'Allemagne, situé 22, place du Maréchal-Leclerc, à Lille. Il vous est demandé, par ailleurs, d'envoyer des fax de solidarité, le 20 septembre, au : 49-30-397.920.10 ou encore d'écrire des lettres de protestation à l'adresse du procureur Nielsen : Staatsanwaltschaft Berlin, z. Hd. StA. Nielsen, Az 1 Kap. Js 679/92, Turmstrasse 91, 10548 Berlin. Et également de protester auprès du sénateur de l'Intérieur de Berlin : Dr. Lore Maria Peschel Gutzzeit, Salzburger Strasse 21-25, 10825 Berlin. Fax : 49-30-783.39.36.

Ce procès va durer deux mois au minimum. Il entraîne évidemment des frais d'avocat. SRA édite des bons de soutien d'une valeur de 50 francs, à diffuser autour de vous. Ecrivez à SRA, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Et surtout, agissez !

Bertrand Dekoninck

RENDEZ-VOUS

MARSEILLE

Un groupe FA est en création sur Marseille. Il prend le nom de John Cage. Pour le contacter, écrivez aux Relations intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

MONTPELLIER

Le groupe de Montpellier ouvre un local. Comme toujours, l'argent manque. Il lance un appel à souscription pour pouvoir couvrir les frais d'installation. Envoyez vos chèques à l'ordre de Stéphane Ortega, chez Nathalie Campos, 9, rue Rey, 34000 Montpellier.

PARIS

Les groupes La Villette et Pierre-Besnard (19^e arr.) organisent, le vendredi 23 septembre à 20 h, à l'Espace Jemmapes (116, quai de Jemmapes, 75010 Paris), une projection vidéo (*La rue nous appartient*, réalisation M. Rollin), qui sera suivie d'un débat sur le thème suivant : « Tout ce que vous voulez savoir sur la Fédération anarchiste et l'anarchisme ».

YVELINES

Pour contacter la FA dans les Yvelines (Plaisir, Rambouillet, Conflans-Sainte-Honorine, Versailles), écrivez au Collectif anarchiste des Yvelines (CAY) c/o CAP, BP 52, 78371 Plaisir cedex.

PARUTIONS

BROCHURE

Le Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT) a édité une brochure intitulée *Les libertaires face à la télévision*. Elle présente les contributions de divers compagnons ayant fait parvenir leur opinion sur la question : « La télévision au service du pouvoir », « Pourquoi s'y opposer ? », « Quelle est l'attitude des anarchistes face aux médias ? »...

Cette brochure est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 30 F.

PRESSE

Le groupe Ne Plus Subir de Moselle-Bas-Rhin a édité durant l'été le n° 0 de *Ne Plus Subir*. Au sommaire : le Mexique, l'antifascisme, le chômage, l'ex-Yougoslavie, l'école libertaire d'Oléron « Bonaventure », Metz, les mineurs...

Ce numéro coûte 12 F. Abonnement pour 6 numéros : 70 F (à l'ordre de l'Association culturelle libertaire). Commandez-le à : Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach ou Ne Plus Subir, BP 53, 67260 Sarre-Union cedex.

LIVRE ET DISQUE « LOUIS ARTI »

Les éditions de La Vache Folle lancent deux souscriptions en vue de la publication d'un ouvrage de Louis Arti (*Quand je sors de chez moi, je rentre à l'étranger*) et d'un compact disque (*Louis Arti chante en public*). L'ouvrage, de 150 pages, au format 16 x 21, est un recueil de poésies rares et inédites. Prix de souscription : 60 F.

Le compact disque est le fruit d'un enregistrement en public les 21 et 22 octobre 1993 au Gueulard, à Nivange. Prix de souscription : 80 F. Souscription aux deux : 130 F.

Dans chaque cas, ajoutez 20 F de frais de port.

Chèque à l'ordre de DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire.

GRÈCE Yorgos Balafas libéré Odysseas Kambouris toujours en prison : demeurons solidaires !

Dans le *Monde libertaire* n° 965, nous relations la grève de la faim entreprise par deux de nos compagnons grecs, Odysseas Kambouris et Yorgos Balafas, suite à leur mise en détention par le gouvernement d'Athènes. Yorgos Balafas est aujourd'hui sorti de prison. Mais à ce jour, Odysseas Kambouris y demeure, c'est pourquoi nous vous demandons de poursuivre l'action de solidarité à laquelle nous vous avons conviés la semaine dernière.

Continuez à faire pression sur le gouvernement grec pour sauver Odysseas Kambouris, gréviste de la faim, des prisons grecques où il se meurt.

Protestez auprès de l'ambassade de Grèce : 17, rue Auguste-Vacquerie, 75016 Paris. Tél. : 47.23.72.28 (standart) ; 47.20.26.00 et 47.20.17.15 (postes commerciaux) ; 47.23.30.19 (bureau du travail) ou à son bureau de presse : 6, place de Mexico, 75016 Paris. Tél. : 45.53.85.45.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

TRANSPORTS

Air France et la rentrée sociale

Il y a moins d'un an, le conflit d'Air France avait été l'enjeu de beaucoup de commentaires. Les partisans de la lutte des classes — dont les anarchistes font partie — voyaient là un os conséquent dans les rouages de la logique capitaliste. Dans la grisaille balladurienne, c'était un rayon de soleil. Certes, il n'y avait pas trop d'unité syndicale ; certes, l'unité entre les catégories professionnelles n'était pas idyllique...

Mais personne ne s'y était trompé, surtout pas Louis Viannet qui avait défilé en tête des grévistes sur les pistes d'atterrissage. Les observateurs économiques étrangers n'avaient pas non plus attendu les ordres de Big Brother pour déclarer que la France en était encore au moyen-âge pour le partenariat social.

Bref, le gouvernement Balladur était obligé de céder devant l'opinion publique, la détermination des syndicats... Même si on était en droit de poser des questions, l'embellie Balladur était ternie.

La semaine dernière, Christian Blanc, président d'Air France, a

exposé à l'intersyndicale d'Air France/Air Inter la « répartition des tâches au sein du groupe ». Bien sûr, ce n'est pas l'affrontement classe contre classe, mais c'est plus dangereux. L'information a parcouru les médias qu'un audit américain avait été embauché par Air France. Aux Etats-Unis, les dernières grèves dans les transports aériens se sont « résolues » par des milliers de licenciements. L'atmosphère de la pré-présidentielle pousse plutôt le patronat français à négocier la paix sociale mais *quid* de l'avenir ?

La « nouvelle compagnie européenne » a été lancée verbalement par Christian Blanc, mais ce projet ne fait pas l'unanimité. Air France et Air Inter sont sous « fusion programmée », bien sûr ce sont les coûts salariaux qui sont visés mais quels sont les intérêts ?

Affaire à suivre, mais il faudrait avoir en tête que l'embellie d'une saison peut être la sombre embuscade sociale d'une autre. L'avenir nous démentira-t-il ? On l'espère.

Thierry
(FA Paris-Est)

A LA POSTE DE SAINT-ETIENNE-DE-ROUVRAY

« Le service public n'appartient pas qu'à l'Etat mais aussi aux usagers »

Saint-Etienne-du-Rouvray, quartier du Château-Blanc, banlieue rouennaise avec tout ce que cela sous-entend : immeubles, chômage, racisme et risque d'explosion sociale (comme il y a six mois aux Sapins, à Rouen).

Pour éviter que ce quartier devienne un ghetto, il importe que soient toujours présents tous les services possibles (Sécurité sociale, PMI, Poste...). C'est sans doute ce que pensait Mme Charron en prenant ses fonctions de receveuse à la Poste de Saint-Etienne-du-Rouvray. En deux ans et avec les 70 employés de la Poste, elle fait évoluer le service : ouverture le midi ; création d'un quatrième guichet (et d'un emploi) ; moins de files d'attente ; tenue de relais pour aider les personnes d'origine étrangère à remplir leurs papiers... Bref, des initiatives qui ne vont pas dans le sens des directives nationales de La Poste, où on parle plus de suppression d'emplois, de restructuration et de commerce plutôt que de service.

Le bureau et la receveuse sont dans le collimateur, d'autant que ce bureau, syndiqué à 100%, est souvent en mouvement.

Puis arrivent les élections européennes. Les postiers, partout en France, doivent distribuer sous pli fermé de la propagande du Front national (c'est un contrat au niveau national entre le FN et La Poste de plus d'un million de francs). Dans le quartier du Château-Blanc, à très forte population immigrée, les facteurs risquent de se faire agresser à l'occasion de cette distribution. Mme Charron, pour des raisons de sécurité, fait arrêter ladite distribution.

Aux yeux de la Direction, c'est une faute grave et un manque à gagner commercial. La sanction tombe : Mme Charron est mutée à Cany-Barville (près de Dieppe). Aussitôt, le personnel, dans son ensemble, se met en grève. Une pétition de soutien circule dans la population, signée par plus de 7 000 personnes. Des actions ont lieu tout l'été (pique-nique, fête,

concert de soutien, manifestations).

La receveuse est soutenue par quatre syndicats (la CFDT restant dans l'expectative), notamment la CGT, diverses associations et partis politiques. Les postiers occupent la Poste, 24 heures sur 24, la porte du bureau de la receveuse est symboliquement muré pour empêcher la Direction de venir la prendre... autant d'actions très populaires.

Le 29 août, jour où la mutation de Mme Charron est effective, une manifestation a lieu et la CGT est reçue par la Direction régionale. Aujourd'hui, la situation est gelée, c'est à la Direction de faire des propositions.

Cette affaire n'est malheureusement pas la seule, d'autres du même type éclatent en France, signe d'un démantèlement et d'une volonté de privatisation.

Il importe aujourd'hui de soutenir ceux et celles qui se battent pour que le service serve avant tout au public plutôt qu'au commerce.

J.-P. Levaray (gr. de Rouen)

LYON

REPRISE
du « CAFÉ LIBERTAIRE »
(à la librairie La Plume Noire)
jeudi 15 septembre - 21 h

POT de RENTRÉE
de la librairie
LA PLUME NOIRE
samedi 17 septembre
à partir de 17 h

La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon
Tél. : 72.00.94.10

Radio Libertaire (89.4)

prochain enregistrement public de l'émission
« EN TOUTE MAUVAISE FOI »
(animée par Julien et Alain Aurenche,
avec la participation de Dame Guenièvre)
avec Catherine Sauvage, Bruno (Les Oiseaux de Passage),
Roland Agret, Patrick Kipper et Kalifa
DIMANCHE 25 SEPTEMBRE - de 15 h à 18 h
La Folie en Tête,
33, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris

CENTRE DE RÉTENTION JUDICIAIRE

Aniane : la première prison des sans-nom

C'est en mars 1994 que le ministère de la Justice jette officiellement son dévolu sur l'abbaye d'Aniane, à 30 km au nord-ouest de Montpellier, dans l'Hérault. Juste continuité de sa sainte origine, elle fut à une époque un bain pour enfants, convertie plus récemment en institut d'éducation surveillée.

Malgré la formation d'un collectif contre le centre de rétention, le ministère mène le projet bon train : expulsion d'association, travaux d'aménagement (restauration des bâtiments style carcéral XX^e siècle vieillissant). Puis, c'est le calme plat durant l'été, à tel point que certains se demandent si le projet n'est pas tombé à l'eau. Pourtant, fin août, nouvelle animation (gendarmes, femmes de ménage, approvisionnements, tests d'alarme) pour aboutir à la certitude de la mise en fonction, bien que rien d'officiel n'ait transpiré. Trois

personnes, depuis le 1^{er} septembre, sont retenues à Aniane. Elles sont coupables de marcher sur une terre qui s'appelle France sans y avoir été autorisées par l'Etat : ça vaut trois mois d'enfermement, d'isolement, avec pour seul droit celui de fermer sa gueule.

Le samedi 3 septembre, la manifestation devant le centre de rétention n'a plus la même couleur que les précédentes : les forces de l'ordre sont bien visibles, et l'on sait que derrière les murs il y a trois inconnus, venus en France avec leur poids de misère, leurs rêves d'exilés, la réalité carcérale.

Dans notre guerre contre l'Etat, pour supprimer les frontières entre les peuples, l'énormité de la tâche apparaît souvent au-dessus de nos forces. On a vu pourtant des murs tomber que l'on croyait inébranlables. Ne laissons pas l'Etat français en construire d'autres sous nos fenêtres. Premier centre

de rétention judiciaire à fonctionner en France, le centre d'Aniane doit fermer au plus vite, ou plutôt ouvrir ses portes et ne jamais les refermer.

Nous appelons tous les libertaires, toutes les personnes pour qui le racisme rampant est inacceptable à se mobiliser et à soutenir l'action des opposants au centre de rétention d'Aniane.

Le samedi 17 septembre, la manifestation, à l'appel du collectif d'Aniane, de la FA et d'associations antiracistes, comportera deux temps forts :

— 14 h, rassemblement place de la Comédie à Montpellier, avec parcours en ville. Départ de la place des Arceaux (Montpellier) pour Aniane à 16 h ;

— 17 h, manifestation devant le centre de rétention d'Aniane.

Liberté pour les sans-papiers !

Groupe FA de Montpellier

RUSSIE

Tcherepovets 94 : 2^e camp écologique d'été

Dans le Monde libertaire n° 957 (12-18 mai), Piotr Riabov et Kiril Privezentsev du Groupe d'action écologique Tcherepovets (groupe écolo-libertaire russe) s'étaient fait l'écho de l'environnement industriel apocalyptique de Tcherepovets.

Ils en avaient profité pour lancer un appel à participer à un second camping écologique envisagé durant l'été sur le site. Des camarades, venus de l'Ouest, y ont répondu. Ils nous racontent les démêlés du groupe avec les autorités locales, liées au combinat pollueur.

LE PREMIER JUILLET 1994, le deuxième camp écologique de protestation a planté ses tentes devant le combinat métallurgique de Tcherepovets. Le combinat est le principal responsable de la situation écologique catastrophique de cette ville du nord de la Russie. Selon les dernières statistiques, Tcherepovets fait partie des cinq premières villes les plus polluées de Russie, 1,7 tonne de matières nocives par habitant sont rejetées chaque année par les cheminées du combinat... fumées rouges ou noires, poussière et odeur en témoignent. Outre ceux qui travaillent dans les ateliers les plus dangereux, respirant sans masque des vapeurs chimiques ou de la poussière de charbon, ce sont surtout les enfants qui souffrent. Beaucoup naissent avec des maladies chroniques ou ce qu'on appelle le « sida chimique » (absence d'immunité aux maladies). Quant à l'espérance de vie, c'est la plus basse de Russie : 59 ans pour les hommes, 68 ans pour les femmes. Cette situation est dramatisée par le fait que le combinat qui empoisonne Tcherepovets nourrit en même temps la ville et ses alentours : un cinquième des habitants y travaille ; le combinat aide les kolkhozes locaux en perdition et finance 40% du budget de la région. Impossible donc de le fermer, mais impossible aussi de laisser la situation empirer. Voilà pourquoi, pour la deuxième fois, le Groupe d'initiative socio-écologique s'est installé avec armes et bagages devant le géant industriel. Pas pour longtemps, puisque dès le premier soir, les participants ont dû essuyer les attaques de la milice du combinat : menaces, tentes systématiquement abattues, chiens, gaz lacrymogènes et paquets explosifs. Harcèlement qui s'est terminé par cinq jours au commissariat pour quatre membres du groupe et par 100 000 roubles d'amende (1) pour l'une des participantes au motif officiel qu'ils avaient piétiné le gazon.

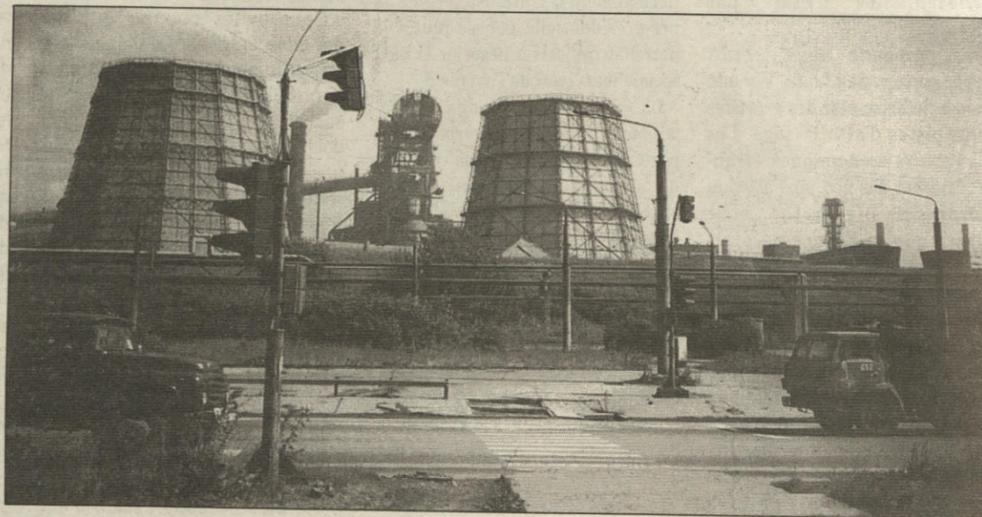
Qu'est-ce qui a bien pu provoquer un tel acharnement contre une poignée d'écologistes ? Somme toute, ils ne demandent que l'application de la loi russe, superbement ignorée par les autorités locales. L'idée d'une zone de sécurité autour du combinat, prévue de 25 kilomètres lors de sa construction, réduite à 5 dans les années 60 et jamais appliquée, a été tout bonnement annulée par un décret du maire ; le

relogement des personnes habitant dans cette « zone sanitaire » est donc devenu un enjeu fondamental. D'autre part, la création d'un centre de médecine du travail est une urgence ; le fait qu'il soit indépendant éviterait aux quelques médecins compétents d'avoir à détruire les fiches des travailleurs les plus atteints et permettrait le versement d'indemnités, même si ce ne peut être qu'une sordide compensation. Enfin, l'organisation d'une vérification indépendante de la sécurité des postes de travail du point de vue écologique permettrait aussi le versement d'indemnités et à terme la reconstruction des ateliers les plus dangereux. Si ces revendications semblent dérisoires face à la gravité de la situation, c'est qu'il faut lutter contre l'inertie totale du pouvoir qui ne cherche absolument aucune solution.

Cette attitude des autorités a aussi inspiré aux « Verts » de nouvelles méthodes, loin des actions radicales de l'an passé (enfermement du directeur dans son cabinet, escalade de cheminées, grève de la faim). Ils cherchent avant tout à briser le silence et l'inaction, à mettre en contact les gens sensibilisés, à les aider à s'organiser en comités, par quartier, sur leur lieu de travail, afin qu'eux-mêmes revendiquent ce qui leur est dû.

Le problème, c'est que l'apparition d'un mouvement de protestation trouble le règne sans partage de l'administration du combinat sur la ville. Le directeur considère Tcherepovets et ses habitants comme sa propriété ; le maire est son meilleur complice ; le procureur est à sa botte comme la plupart des médias ; la milice du combinat a un statut à la fois privé et de police d'Etat. La population, en majorité fataliste, tremble devant la menace du chômage et attend, sans espoir, que quelqu'un s'occupe d'elle. L'arrivée d'un groupe appelant les habitants à être enfin des acteurs et non plus des serviteurs du combinat fait donc sensation. Chaque jour, au moins un article est consacré aux écologistes, les télévisions locales et régionales sont venues plusieurs fois filmer, et si on ne peut accuser les médias d'être trop favorables aux écologistes, il est certain que la ville est au courant.

Si les écologistes dérangent, c'est aussi parce qu'ils réclament un contrôle indépendant des finances du combinat. Effectivement, le directeur prétend qu'il n'y a pas d'argent pour l'écologie, mais ne juge pas utile de le prouver : le



Vision partielle du combinat de Tcherepovets.

principe d'une vérification des finances avait été obtenu par le syndicat libre lors d'une grève en mars, mais la direction s'est vite déditée. On comprend donc qu'elle ne veuille pas qu'une bande d'écologistes vienne piétiner ses plates-bandes. Tous les moyens ont été utilisés pour les discréditer : intervention du maire à la radio les accusant d'être financés par les Américains, de vouloir fermer le combinat et laisser les habitants sans le sou ; interdiction à la radio et à la télé de passer aucun de leurs communiqués et enfin brouillage de la radio nationale au moment où le camp de Tcherepovets allait être mentionné.

Malgré cette campagne de presse et les arrestations, le travail continue. Les piquets, qui duraient quelques heures les premiers jours, deviennent permanents : installés sur la place centrale, sous la pluie ou le soleil brûlant, les participants tendent quelques affiches (2) à bout de bras et haranguent les passants à l'aide d'un mégaphone. Trois cents signatures de soutien ont été récoltées en 15 jours ; la plupart des signataires ayant dans leur famille ou parmi leurs connaissances des enfants malades, des ouvriers ayant perdu leur santé en 20 ans de travail au combinat. Le soutien se traduit par d'autres gestes : participation aux piquets, création d'affiches, petites contributions financières, distribution de bière ou de poèmes. Quant aux critiques, fort nombreuses elles aussi, elles tournaient autour de quelques thèmes : ça ne sert à rien ; que fait la milice ; vous voulez la fermeture du combinat ; allez faire le piquet

ailleurs ; par qui êtes-vous payés ; on ne vous a pas invités. Les gens se succèdent ; quand ce n'est pas un vétéran de guerre qui veut nous tuer, c'est un romantique qui nous offre des fleurs ou un homosexuel qui vient apporter le soutien des Bleus (homosexuels en russe) aux Verts. Quand ce ne sont pas des jeunes forts éméchés qui cherchent la bagarre, c'est une femme qui prend le mégaphone pour convaincre la population ou encore des miliciens armés jusqu'aux dents qui viennent, après leur service, nous offrir soutien et protection. C'est en tout cas une occasion de rencontres, entre métallos ou non, parents ou non, syndicalistes ou non, pour ou contre... Un défilé, le lieu de débats enflammés, « la création d'une opinion publique, d'une conscience critique », comme disait un syndicaliste métallo participant au piquet. A part les piquets, ce sont les collages d'affiches, les balades dans les cours d'immeubles pour simplement discuter ou appeler les gens à s'organiser, les visites clandestines dans les ateliers du combinat pour échanger nos points de vue avec les premiers intéressés. Et enfin l'inscription de slogans, de revendications et d'informations sur le goudron de la place centrale et de la mairie, tel celui à double sens, destiné au maire : « Pozgaliev, ta durée de vie est de 59 ans ».

Le travail, c'est aussi l'organisation de réunions pour les intéressés. Si la première a piteusement échoué, la seconde a attiré une vingtaine de personnes, curieuses ou motivées.

Conscients de l'incurie politique locale (les balbutiements d'un député de la Douma municipale, inconnu de tous et tourné en dérision, l'ont encore une fois démontrée), conscients, comme l'a déclaré une femme, « que l'on démarre à zéro et qu'il faut beaucoup de courage », les participants ont commencé à s'organiser : échange d'adresses, collecte d'informations, création d'un comité pour le relogement des habitants de la zone insalubre. Les « Verts » continuent ensuite, lors des piquets, à informer la population sur les comités existants, les appelant à s'y joindre et proposant un programme précis d'actions.

Le 7 août, le camp s'est terminé après un dernier pied de nez au pouvoir : l'installation d'une tente sur le « gazon » dont on les avait chassés. Si tous les participants sont conscients qu'ils doivent revenir pour que l'énergie ne retombe pas, tout dépend maintenant des habitants. Et de leur ténacité face à un pouvoir qui n'est pas prêt de reculer.

Deux piquets venus de l'Ouest

(1) Le salaire moyen, en juin, était de 140 000 roubles par mois.

(2) Affiches-slogans du type : « Des gens meurent pour du métal » ; « Nos buts : la sécurité écologique et le maintien des emplois » ; « Citoyens, unissez-vous dans la lutte pour vos droits », mais aussi affiches informatives : quelles sont nos revendications ; quelles matières dangereuses rejette le combinat et en quelles quantités ; quelles plantes permettent de lutter contre l'empoisonnement de l'organisme ; comment reconnaître les symptômes d'un empoisonnement à l'oxyde de carbone (symptômes que nous avons d'ailleurs tous éprouvés).

Impressions sur l'Inde du sud

Il s'agit bien d'« impressions » au sens fort du terme, car elles se gravent dans la mémoire, ces images fortes, bigarrées, chatoyantes, imprévisibles, mêlées aux odeurs violentes, aux bruits assourdissants de la ville, à la fumée surchauffée, poussiéreuse, aux mouvements de foule où s'agitent de façon inextricable (pour un Occidental) les gens, les vaches, les porcs, les rickshaws (Cyclo-pousse), les poids lourds... foule brusquement traversée par les milliers de spectateurs qui sortent du dernier film ou par une procession bruyante à l'un des 3 000 dieux... à moins de se retrouver dans la fascination d'une rizière ponctuée par les taches vives des saris et la lente progression des buffles... Etrange fascination de l'Inde, exacerbée dans le Sud, dont il faut constamment se « déprendre » si l'on veut regarder, entendre, comprendre un tant soit peu quelques-uns des morceaux d'un gigantesque patchwork qui commence à s'éveiller : les femmes, les parias, mais aussi les intégristes de diverses religions.

Un jour, à l'entour et dans une grande ville (Trichy), ô surprise, des milliers et des milliers de drapeaux noirs et rouges ornent les murs, les véhicules, jusqu'aux cornes des vaches, dans un tintamarre de haut-parleurs ! La CNT serait-elle ici en force ? Hélas, il faut déchanter : seuls s'affichaient les portraits de Marx, de Lénine et de Staline (oui !) et ceux, avantageux, du politicien en mal d'élection, planqué derrière des lunettes noires. Ce n'était qu'un meeting bien orchestré, dans l'ordre souhaité par les leaders, où seul comptait l'effet de masse : pas de discussion possible. Mais souvent, tout au long des routes, un petit drapeau rouge et noir vient témoigner d'un changement possible. Brisera-t-il les castes ou reproduira-t-il d'autres clivages, d'autres ségrégations ?

Dans la montagne du Kerala, sous une pluie torrentielle, des femmes de tous âges, à peine protégées par un plastique, s'échinent à cueillir du thé, pour 50 à 70 roupies par jour (10 à 14 F) pour dix heures de travail. Elles rentrent dans des cases de quelques mètres carrés, parfaitement entretenues et d'une propreté méticuleuse qui contraste avec la fange stagnante à quelques mètres, et elles s'entassent avec leurs enfants et leur mari, devant un repas frugal (il faut environ 40 roupies par jour pour les dépenses élémentaires, de survie, d'un ménage de quatre personnes). Le mari travaille, lui, s'il a la chance d'avoir un emploi, dans l'usine de tri, de séchage et de conditionnement du thé (une usine bruyante, surchauffée, avec des

machines archaïques) pour 80 à 100 roupies (de 16 à 20 F). Cela, bien sûr, évoque les corons du XIX^e et la quasi impossibilité d'en sortir car tout appartient au propriétaire : les terres, les masures, les commerces... et les gens. Même spectacle, mêmes problèmes, dans une fabrique de paillasons, mais sans que les côtés exotique et esthétique de la plantation ne masquent l'esclavagisme et la résignation entretenus par le système des castes.

Les enfants, presque toujours rayonnants de santé et joyeux dans les campagnes, sont scolarisés pendant cinq ou six ans, mais ils participent activement à la vie courante : commissions, corvées d'eau... Dès qu'ils savent marcher, ils gambadent souvent le long des routes, à quelques mètres des poids lourds, avec les jouets : une roue sur un bâton, une ficelle et une boîte... En quelques années, ils seront pris dans la machinerie sociale qui en fera ce que S. Kakar, célèbre psychanalyste indien, appelle des « dividos » par rapport aux « individus »... tout n'est-il pas codifié, prescrit, voulu par les dieux et par ceux qui en sont proches ? Et malheur aux déviants. Quant aux intouchables, ne sont-ils pas la réincarnation d'un ancêtre coupable ? Encore heureux de n'être pas devenu un porc ou une fourmi. Et puis, si l'on se conduit comme il est dit (par les brahmanes, les chefs...) peut-être la prochaine fois, sera-t-on réincarné dans un échelon quelque peu supérieur et, à son tour, sera-t-on chef... ?

Les plus grands dangers, sur les routes, viennent des véhicules. J'ai roulé dans bien des pays, mais jamais je n'ai vu autant de cars coupés en deux, d'animaux tués, de voitures culbutées dans les fossés, de poids lourds ventre

en l'air... On dit que les routiers roulent au brandy et au kilomètre. Les voitures ne leur laissent rien à désirer. Le grand principe, sans cesse vérifié dans la vie courante, c'est quelque chose comme « pousse-toi de là, je suis supérieur à toi, et, même, je t'ignore », ce qui, en principe, se fait sans recourir à la violence, puisque cela fait partie de l'ordre divin, mais sur la route, le plus gros pousse le plus petit, car les castes ne se repèrent pas toujours à 50 km/h, dans la pénombre, et le réel fait de sombres retours, quand ce n'est pas la violence meurtrière si bien camouflée. Parfois, un char à bœufs résiste (le conducteur appartient-il à une caste supérieure ?), provoquant alors des embouteillages et des acrobaties de stock-cars ! L'Inde non violente ? Qui peut y croire, sinon quelques intellos engourdis ?

Les enfants travaillent tôt, vers 10-12 ans. Dans la fabrique de saris que je visite, ils sont appliqués en des gestes stéréotypés, millénaires. Pratiquement pas payés puisqu'ils « apprennent », ils restent rivés à leur machine des heures durant, quand même fiers de montrer ce qu'ils savent faire, sous l'œil du chef... Comment pouvons-nous lutter dans un monde dominé par le marché, alors que même les cornichons du Kerala, vendus en France, sont moins chers que les nôtres ? Ils sont marqués du sceau de l'esclavage déguisé. Nous déciderons-nous à réagir ?

Passée la scolarité obligatoire, les écoles performantes sont payantes et chères, donc peu accessibles à la majorité pauvre. Cependant, l'alphabetisation progresse rapidement grâce à la multiplicité des écoles, même dans les villages les plus reculés, ceci du moins dans les régions que j'ai traversées. La plupart des élèves portent curieusement un uniforme qu'on dirait sorti d'Oxford : jupe unie et corsage impeccable, pantalon et, parfois, cravate... ils vont en groupes sages, à l'occasion entassés à six ou huit dans un rickshaw tiré par un pauvre homme qui ahane pour quelques roupies. L'école est en principe laïque, mais les écoles confessionnelles, surtout chrétiennes, pullulent dans le sud, soigneusement indiquées par des panneaux voyants. Après tout, la scolarisation, quelle qu'elle soit, porte en germe des possibilités de réflexion et de changement — les exemples ne manquent pas en France, et je crains plus l'idéologie dissimulée par la dite laïcité ! J'en approcherai le paravent de la démocratie, souvent invoqué en Inde : les lois votées ont-elles changé la prégnance des castes, malgré

quelques réels changements ?

Il est difficile de discuter avec les femmes, mais elles semblent de plus en plus conscientes des problèmes et de la réalité, et elles s'organisent petit à petit, ne serait-ce que pour apprendre des notions d'hygiène ou la contraception. Plus qu'ailleurs, peut-être, l'avenir de l'homme, c'est la femme, à moins que les récents mouvements hindous (ou islamiques) ne fassent comme tous les intégrismes et ne les privent de parole.

Les temples sont souvent superbes et animés comme des lieux de rencontres et d'échanges, sauf lorsqu'ils deviennent un musée protégé, entouré par un gazon superbement anglais ou isolé de la mer, qui, pourtant, le baignait depuis des siècles, ou par une digue qui en rompt le charme. La foule — avec sa cohorte de mendiants, d'estropiés, de vieillards laissés pour compte, en attente de quelque pain (1) ou d'une distribution de nourriture — semble pieuse, parfois dévote, avec de temps à autre des moments qui frisent la transe : par exemple ces femmes qui se déplacent dans un temple en roulant sur elles-mêmes tandis qu'une compagne remet leur sari en place à chaque tour... ou ces autres qui abandonnent aux dieux leur superbe chevelure (pas perdue pour tout le monde). Mais la religion fait partie intégrante de la vie et de l'organisation sociale : les temples foisonnent et quelle maison n'a pas un autel pour Ganesh, le dieu-éléphant ? Les brahmanes (si on ne remarque pas leur cordelette distinctive, ils ont vite fait de vous rappeler leur caste) ont bien sûr repéré le profit qu'ils pouvaient tirer des « initiations » proposées aux touristes contre des roupies, ou de la visite de salles paraît-il interdites, quand ce ne sont pas des statues érotiques. Sur ce point, le contraste est grand entre les innombrables statues qui proposent tout ce que hommes et femmes peuvent inventer, ne serait-ce que Krishna avec ses gopis (ses groupies), et l'absence d'érotisme dans la rue. Certes, les femmes en sari sont souvent superbes (et le côté face peut réserver des surprises !), mais je n'ai pas rencontré ces regards de feu que savent envoyer les femmes arabes au travers de leur voile ni cette connivence furtive qui peut surgir ailleurs, au gré des foules. En effet, de la présence anglaise et de la reine Victoria, du christianisme florissant dans le sud ou des musulmans, je ne sais, les belles danseuses lascives, les bayadères (2) décrites dans les siècles passés ont disparu : L'érotisme, le vrai, qui suppose des désirs partagés, serait-il subversif ?

Le polythéisme (la tripartition Brahma-Vishnou-Shiva doublés de leur aspect féminin) se diffracte en des milliers de dieux et de saints, mais une très inquiétante « unité » se dessine sous prétexte d'hindouisme, avec son intolérance, ses certitudes, sa violence à l'égard des autres religions, sa « pureté » (c'est une obsession — dangereuse — en Inde, au propre et au figuré, même si l'on y côtoie sans cesse la merde et les ordures. L'explication hygiéniste, souvent alléguée, est bien sûr insuffisante, et la si fréquente swastika, même si elle tourne en sens inverse de celle des nazis, est là pour rappeler où peut conduire la pureté).

Les trois religions majeures rivalisent dans le sud et se partagent les fidèles, souvent en se compénétrant (l'hindouisme, l'islam et les différentes variétés du christianisme y représentent chacun un tiers de la population). Il existe même une fête à laquelle elles participent toutes les trois. Mais le système des castes n'est pas complètement effacé là où il est en principe banni : catholicisme et islam. Clochers et minarets contrastent, par leurs si fréquentes lignes sèches, dures et pointues et par leur laideur, avec le charme indéfinissable, la rondeur, l'enchevêtrement des statues, le grouillement de la vie, la bigarrure des temples hindous. Le bouddhisme a quasiment disparu du sud et le jainisme est peu représenté (je n'oublierai pas cette gigantesque statue aspergée de fleurs et d'eau colorée qui dégouline de la tête au sexe avant d'être recueillie par les fidèles). Est-ce par l'égalité des hommes et des sexes que prêche le christianisme (l'islam se contente de celle des hommes) ou par la résignation, dans l'attente du paradis, qui rejoint celle, insupportable, du système des castes, que celui-ci a pu s'implanter et prospérer ? Il est vrai que cela remonte à Saint-Thomas. On ne peut qu'être choqué, ici comme ailleurs, par l'agressivité tapageuse et friquée des sectes se disant chrétiennes, qui affichent sur des somptueux 4X4 ou camionnettes leurs convictions et leurs buts dits humanitaires (... comme taire l'humanité ?).

Les seuls champs que j'ai vus entourés de hauts barbelés appartenaient aux fermes d'Auroville. (3)

Voilà ! L'anarchisme serait un ferment nécessaire, peut-être questionnerait-il cet incroyable système de castes que la « démocratie » et le « droit » n'ont pratiquement pas entamé. L'apparente résignation côtoie une violence latente dont on commence à percevoir les effets dans les affrontements inter-religieux ou dans les luttes, parfois armées, des intouchables. Mais l'anarchie semble y être assimilée au chaos ; pourtant, seule la radicalité de son combat contre toute domination, contre tout pouvoir et pour l'égalité et la solidarité, au-delà des castes, auraient quelque chance d'ébranler le système. Peut-être les femmes (les intouchables luttent d'avantage pour le pouvoir) y parviendront-elles ?

Philippe Garnier

(1) Le pain est l'équivalent du centime.
(2) Danseuses attachées aux temples.
(3) Cité fondée en 1968 par « La Mère », une Française, compagne de Sri Aurobindo, « maître » indien, pour vivre dans la paix et l'harmonie universelles... Les conflits locaux ont souvent opposé le gouvernement indien, la direction d'Auroville et les Aurovilliens, qui souhaitaient une certaine autonomie — sans oublier les autochtones indiens, floués par ce qui est devenu une entreprise florissante avec ses exploités consentants... et les autres : les paysans du coin. Depuis 1991, une loi a clarifié les choses, mais l'exploitation continue.

ITALIE
FOIRE DE L'AUTOGESTION
Alessandria (Piémont)
les 23, 24 et 25 septembre
Centre social occupé autogéré
Forte Guercio, via Don-Bosco, 63

Début de la foire :
le vendredi 23, à partir de 10 h

Renseignements : Salvatore : 19-39-131.50.71.97 (camping sur place)
Souscription en soutien : mandats internationaux à envoyer
à l'Associazione l'Antistato, corso Palermo, 46, 1152 Torino.

Carlos-Woodstock : la fin d'une époque

ILS ÉTAIENT LÀ PAR MILLIERS, ils ont cru que monter le son des amplis, prononcer *fuck* toutes les quinze secondes et faire le signe V suffiraient à instaurer un monde de paix, d'amour et de musique. Ils y ont cru, ils y sont en partie arrivés : tout le mouvement flower-power et rock qui se reconnaissait dans l'esprit du festival de Woodstock a contribué au retrait américain du Vietnam. Oui, mais que mettre à la place ? Ce n'est pas en remplaçant le whisky (le pastis sous d'autres cieux...) par une cigarette de marijuana, Frank Sinatra par Jimi Hendrix, le costume-cravate par la tunique à fleurs que le schmilblick pouvait vraiment avancer... même si ce n'est pas forcément désagréable, même si le cri de révolte finit par se frayer un chemin... Caricature ? Un peu... mais pas plus que ces flics interrogés qui disaient : « *Mais ce sont tous de braves gosses, donnez-leur un peu ce qu'ils veulent, et ils seront contents* » (c'est-à-dire : nous aurons la paix), ou encore ces festivaliers criant : « *Applaudissez-les, ces flics, ils font un boulot formidable* »...

Woodstock est en fait une pierre blanche sur le chemin du progrès culturel bourgeois, comme le fut Mai 68 en France. La bourgeoisie avait besoin de secouer le cocotier. Il ne faut pas oublier que la civilisation bourgeoise est née sur ses propres idéaux de liberté, en rupture avec l'ancien carcan féodal et religieux. Que ces idéaux soient contradictoires ou en partie compatibles avec les aspirations libertaires, c'est évident, comme l'a très bien montré Kropotkine dans *La Grande Révolution* (française). Mais ce n'est pas le prolétariat — tous ceux qui n'ont pas de capitaux — qui mène le monde, c'est la bourgeoisie. Et la bourgeoisie n'aime pas la sclérose : les marchés doivent s'étendre, l'argent se répandre, la démocratie prospérer. Sur son chemin, il reste toujours des obstacles avec lesquels il faut composer ou qu'il faut parfois balayer (religion, tabous sexuels, vie familiale...) : affaire de génération et de pays, tant que cela ne ralentit pas la machine économique, mais si cela la facilite, alors tant mieux !

Après avoir montré ses dents, le rock est devenu une formidable machine d'intégration d'une jeunesse en révolte latente, avec ses ambiguïtés, bien sûr. Et une belle machine à fric, en prime ! Quand les sachems ont compris que les *pow-wow* rock ne risquaient pas d'ébranler le monde, mais tout au plus casser quelques bricoles ou éliminer quelques paumés par un classique processus de darwinisme social, via la castagne ou la came, hop ! le circuit fut lancé pour tourner à plein. La peste émotionnelle du fascisme orphelin de ses Nuremberg y trouva alors un refuge, et put dissoudre son venin dans des stades remplis à ras bords qui ont remplacé les temples et les

églises d'autrefois : mais les mains levées en cadence n'ont pas grand-chose à envier aux saluts nazis. Et pour ceux qui n'aiment pas trop la guitare électrique, il reste toujours l'alternative des matchs de football. Le mouvement punk, quoiqu'il en dise et quoiqu'il en eût contre les hippies, fut le chant du cygne de l'esprit Woodstock. Avec juste ce qu'il faut d'idoles déchues ou de héros overdosés, Johnny Rotten assurant l'intérim de Jimi Hendrix. Le rock alternatif est devenu au pire un tiroir-caisse *new look*, au mieux une caution supplémentaire du show-business et de la culture bourgeoise en veine d'agitation. On prononce toujours *fuck*, toutes les dix secondes cette fois, dans le nouveau répertoire rap, grunge, garage, hard ou glub ! Cet héritage de Woodstock est à la réflexion politique contemporaine ce que le tag est à l'art engagé : du pipi de chat. On marque son territoire et on emmerde les autres : le tour est joué.

« Le capitalisme n'a pas reculé »

Autre OVBI (objet volant bien identifié) de la galaxie des années 60 et 70, le terroriste Carlos qui, avec son avocat Jacques Vergès, vient de remplacer l'affaire Valenciennes-OM comme feuilleton médiatique d'été. N'insistons pas sur le fait que l'arrestation de Carlos arrive à point nommé pour l'Etat français et son ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. D'une pierre combien de coups ? Dans le cadre de la toute nouvelle opération politico-médiatique sur le thème du « le Mur de Berlin a chuté, les Russes ne sont plus nos ennemis, mais attention, il y a une nouvelle menace, les Musulmans, et ils sont partout ! », la personnalité de Carlos est une aubaine : lié aux ennemis de la veille (les Soviétiques) et du jour (un Proche-Orient nébuleux dont on ne sait plus s'il est plus arabe que musulman), il représente la quintessence de ce que le pouvoir cherche à nous faire redouter : une agitation parallèle qui n'est que la façade cachée du terrorisme des Etats, du terrorisme de l'Etat, avec ses chantages, ses négociations, son pouvoir, sa raison d'Etat devant laquelle s'incline aussi bien Pasqua que le moindre socialo de la gauche caviar.

Mais ce qu'il faut tirer ici, c'est le bilan de l'action politique à la Carlos-Vergès. Des naïfs ont cru déborder le stalinisme sur sa gauche en menant dans les pays occidentaux une campagne d'intimidation. Pour mener à bien leur projet, ils ont fait feu de tout bois, s'alliant avec n'importe quel régime au nom d'une cause présentée comme menant à la révolution mondiale. Plus ou moins sincèrement ils se sont revendiqués du marxisme-léninisme, idéologie avec laquelle ils étaient finalement en parfait accord dans la logique de

la fin qui justifie les moyens. Ils ont voulu servir les nationalismes désespérés (Irlande, Pays basque, Palestine...) mais, ce faisant, ils se sont rangés dans le camp soviétique, lequel était tout heureux d'accueillir ces empêcheurs de tourner en rond américain. Avec l'effondrement du bloc soviétique et la réconciliation officielle des grandes puissances, il ne reste plus que les nationalismes rebelles auxquels il faut maintenant faire une petite place si l'on veut que le nouvel ordre mondial fonctionne bien, que la machine économique capitaliste mondiale tourne à plein régime et que l'anesthésie démocratique endorme tout le monde. Arafat et Rabin se serrent la main, de même que Mandela et De Klerck, bientôt Adams et Major... *Exit* les terroristes gauchistes !

Que nous ont laissés ceux-ci ? Pas vraiment de quoi se réjouir. Le capitalisme mondial n'a pas reculé, bien au contraire. Pire, les terroristes ont discrédité l'idée même de radicalité dans l'action et le discours politiques. En s'attaquant à des passants pris dans le feu de leurs mitraillages ou de leurs explosions aveugles, auxquels s'identifient aisément — et en toute légitimité — le moindre citoyen planté devant son écran de télé, ils ont permis au pouvoir de faire l'amalgame entre l'action directe — éventuellement violente, mais menée collectivement par la partie opprimée — et l'action terroriste. Sans parler de leur bouillie idéologique, totalement indigeste. Les quelques forces syndicales qui ont pu résister à l'amalgame violence-terrorisme échappent de justesse à l'opprobre médiatico-officielle mais on a vu avec les événements de Rennes (les marins-pêcheurs) que le pouvoir ne reculait toujours devant rien (même le coup monté ?) pour renverser la vapeur. Quant aux autres, les désespérés de fin de manif, le pouvoir leur réserve la suite de ce qu'il a déjà élaboré grâce aux terroristes à la Carlos : une législation ad hoc, spéciale et renforcée, qui laisse de moins en moins de place à la révolte organisée. Entre-temps, les gourous du terrorisme à l'italienne, les philosophes des Brigades Rouges et autres repentis vendent leurs mémoires, celles du renoncement, et brisent officiellement l'idée même d'insurrection... Progressivement, ils rejoignent la place que leur a réservée l'intelligentsia bourgeoise, dont ils sont issus, et qu'ont su prendre plus rapidement qu'eux, autres temps, autres pays, les Cohn-Bendit, les Bahro ou les July.

Soyons nous-mêmes

Les anarchistes ont toujours dû se battre contre plusieurs fronts : fascisme, libéralisme, social-démocratie, stalinisme, gauchisme. Au moment où le stalinisme leur faisait avaler ses dernières couleurs en tentant de les exclure du mouvement ouvrier, ils devaient

aussi affronter les sirènes de la non-violence façon Woodstock et les tentations terroristes façon Carlos qui détournent d'eux les nouveaux révoltés. Maintenant que le terrain est dégagé, une nouvelle chance s'offre à l'idéal libertaire. Mais il ne faudrait pas que, par inconséquence ou par pusillanimité, les anarchistes organisés, ceux qui ont fait le choix de travailler pour la révolution sociale, individuelle et collective, acceptent des références idéologiques ou des comportements organisationnels qui ne sont pas les leurs, et

qu'ils cultivent, malgré eux, les erreurs du gauchisme. Car ne nous leurrons pas : si la social-démocratie a besoin des gauchistes comme le moteur d'une voiture a besoin d'essence, pour rouler, le gauchisme a besoin de l'anarchisme comme le moteur a besoin de l'embrayage : appuyer dessus mais ensuite tout lâcher... ! Ne prêchons plus dans le désert : soyons nous-mêmes.

Philippe Pelletier
(Yann-Karim pour le titre
et l'inspiration)

Nouvelles du front

CAEN : JEAN DUSSIN, UN OBJECTEUR-DÉSERTEUR EN PROCÈS (RAPPEL)

Suite à une condamnation du Tribunal de Grande instance de Caen, le 21 décembre 1993, à 6 mois de prison avec sursis à l'encontre de Jean Dussin, le procureur général faisait aussitôt appel, estimant que la peine n'était sans doute pas assez lourde. Jean Dussin repasse donc en procès, le 23 septembre 1994, à 14 h, en Cour d'appel.

Manifestez votre soutien, en signant et en faisant signer une pétition (à réclamer à son comité de soutien), en écrivant une lettre personnelle au Tribunal pour demander la relaxe : M. le Président, Tribunal correctionnel, place Fontette, 14000 Caen (mention « Procès Jean Dussin »), en aidant financièrement, même après le procès, car la justice coûte cher (chèque à l'ordre de Jean Dussin, mention « Procès » au dos) et en étant présent lors du procès.

Comité de soutien à Jean Dussin, 86, avenue de Stalingrad, 94120 Fontenay-sous-Bois. Tél. : 48.75.31.27.

ALBI-CANTEPAU : 16^e FÊTE ANTIMILITARISTE DU COT

Le Collectif des objecteurs tarnais (COT) vous invite à sa 16^e fête antimilitariste qui se tiendra à la Maison pour tous de Cantepau, à Albi, le samedi 1^{er} octobre. Au programme : ouverture des stands à partir de 17 h, contes (Les Compagnons de l'Autan) à 18 h 30 ; apéro-folk et repas à 20 h et concert à 22 h, avec Hedge Hogs (folk-rock irlandais) et Rose Mary's Babies (rock).

COT, BP 229, 81006 Albi cedex.

Associations

PARIS : RÉUNION SUR LA VALLÉE D'ASPE AVEC ERIC PÉTETIN

Le samedi 17 septembre, à 20 h 30, une réunion-débat est organisée avec Eric Pétetin par le Comité Somport Ile-de-France. Elle aura lieu au local CNT, 33, rue des Vignoles (métro Avron ou Buzenval), 75020 Paris. Et se place dans le cadre d'un « *nouveau départ pour le Somport* ».

RIS-ORANGIS : 13^e FÊTE DU CAES

Le CAES de Ris-Orangis vous convie à la 13^e édition de sa fête annuelle qui se déroulera les samedi 24 et dimanche 25 septembre, à partir de 16 h. Entrée : 30 F.

CAES, 1, rue Edmond-Bonté, 91130 Ris-Orangis (entre la gare SNCF et la Seine). Tél. : 69.43.07.55.

TOURS : « UTOPIA ! », UN CAFÉ ASSOCIATIF EN PROJET (RAPPEL)

« *Soyons acteurs ou actrices de nos vies !* ». Les libertaires de Tours (dont les militants FA) projettent l'ouverture

d'un café associatif. « *Cet espace manque à Tours, créons-le ensemble* », pour ce faire, il est demandé un soutien financier (chèque à l'ordre de S. Lecouffe).

« *Utopia !* », 3, rue Jules-Charpentier, 37000 Tours.

A PROPOS DE JEAN BARRUÉ (RAPPEL)

En août 1989, mourait Jean Barrué, une éminente figure du mouvement anarchiste et syndicaliste français. Deux de ses amis, se proposant de rassembler en vue d'une publication des textes et des documents (articles, lettres, témoignages, souvenir...) en langues française et allemande, susceptibles d'illustrer sa vie, ses idées et ses combats, font appel à tous ceux qui désireraient contribuer à leur entreprise.

Prière d'écrire au Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), qui transmettra. CIRA, 24, avenue de Beaumont, CH-1012 Lausanne, Suisse.

CHANSON

Le prometteur festival ariégeois « Notes en Bulles »

UN FESTIVAL d'été parmi d'autres, mais un festival d'amateurs de chansons, de convivialité, et souvent des deux. Ainsi peut-on définir ce festival « Notes en Bulles », qui vient de voir sa deuxième édition se dérouler à Artigues.

Les amateurs sont les festivaliers, mais aussi les organisateurs dont aucun ne fait partie des milieux du spectacle. Au contraire, ce sont pour la plupart des vacanciers comme les autres, sans plus de privilèges, qui ont accepté ou désiré s'investir dans toutes les tâches de l'organisation (restauration, accueil, billetterie...). Ceci explique une bonne part de l'ambiance, et que les festivaliers se proposent spontanément pour aider ou pour s'entraider.

Ils ont pu suivre les prestations de Luc Romann (en ouverture), de Roger Lahane, Valérie Ambroise (sur des textes de Brassens), Jacques Lebouteiller, Eric Fraj, Mörice Benin (ex-local de l'étape, Manu Lann-Huel, Elisabeth et Guimou de la Tronche, François Budet, Claude Antonini, Louis Capart, Christian Paccoud et Alain Aurenche (en clôture). Bref, treize spectacles où chacun a pu avoir ses préférés et ses déceptions sans que son voisin ou sa voisine soit du même avis. De quoi être satisfait !

Il y a eu, si l'on excepte le bal folk de clôture, un quatorzième spectacle :

une scène ouverte où des spectateurs ont pu interpréter les chansons qu'ils désiraient. Ceci a permis de découvrir Vladimir, un très jeune et très bon amateur. Son succès, très mérité, fera qu'Alain Aurenche le prendra en première partie de son concert prévu le 17 septembre au Cabaret du théâtre de Nesle, à Paris.

L'absence de barrières entre organisateurs, vacanciers, techniciens (très compétents) et artistes fut appréciée par ces derniers (1). A Artigues, ceux-ci ne jouent pas les vedettes. Beaucoup d'artistes ne souhaitent pas le développement du festival, et désirent qu'il reste ce qu'il est : petit et convivial, au bout du monde. Il sera difficile de leur faire entièrement plaisir sur ce point. « Notes en Bulles » doit encore grossir un peu et s'intégrer plus dans la vie du canton de Quérigut, pour persister. (2)

On peut comprendre l'attitude des artistes, car s'ils sont peu payés, à l'occasion du festival, ils y sont appréciés, et on les découvre (pour certains) sans a priori. Par ailleurs, on les accueille du mieux possible et certainement mieux qu'en des festivals-usines où l'industrie du spectacle gouverne désormais, après des démarrages qui ont souvent été sympathiques. Autant de festivals où un jour est venu le temps de jeter les artistes et de vendre des produits.

Même s'il est exagéré de prétendre participer à un festival à caractère libertaire, autogéré, la personnalité des organisateurs et leur fonctionnement, qui se veut collectif, éloigne pour longtemps la perspective ci-dessus. C. D.

(1) Cette année, les chanteurs se sont tous vus proposer le même cachet, sans tenir compte de leur « valeur » intrinsèque ou médiatique. Il n'est pas très élevé, et « Notes en Bulles » espère bien le relever l'année prochaine en accueillant plus de monde.

(2) Le festival est géré par le centre de vacances des « Marmottes » (connu de toutes les bonnes gendarmeries ariégeoises), dont les activités sont multiples. Ceci peut expliquer l'hostilité de nombreux élus locaux et départementaux qui sont titillés dans leur non-gestion de la vie du canton.

Radio Libertaire
et
le Cabaret
du théâtre de Nesle
présentent
ALAIN AURENCHÉ
samedi 17 septembre
à 22 h

8, rue de Nesle (M° Odéon)
75006 Paris
Renseignements
et location :
46.34.61.04

FORUM de la LIBRAIRIE
du MONDE LIBERTAIRE
samedi 17 septembre - 16 h 30
avec
Gaetano MANFREDONIA
pour la sortie du livre aux éditions
du Monde Libertaire
« La lutte humaine.
Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien
et la lutte contre le fascisme »
...
Sur Radio Libertaire, le même jour, à 12 h 30

DEUXIÈME FESTIVAL DU LIVRE

Merlieux (Aisne) « Le village du livre » dimanche 18 septembre

DIMANCHE 18 SEPTEMBRE, à Merlieux, près de Laon (Aisne), aura lieu une fête du livre : « Merlieux, le village du livre ».

La première édition, en 1993, avait amené 2 000 personnes à cette manifestation organisée par un village de 200 habitants. Un village de militants où toutes les bonnes et mauvaises volontés ont su faire vivre un lieu destiné à la désertification : réouverture de l'école, restauration de l'église (de plus, sans curé), construction d'un foyer rural, de logements locatifs (dont quelques-uns autogérés), hausse régulière de la population (notamment chez les jeunes). Pourtant aucun commerce n'existe, pas même de café, même si un vieux projet essaie difficilement d'aboutir (café-épicerie de dépannage). Des lieux y fonctionnent : Centre permanent d'initiation à l'environnement, Centre d'étude des eaux douces, ferme pour enfants, poney-club, mais c'est encore insuffisant pour nombre de ses habitants. Une bibliothèque a été créée. On s'est aussi investi dans les associations de promotion de la lecture en milieu rural. Un centre de télé-travail a été par ailleurs fondé.

Maintenant, la volonté de créer un « village du livre » s'organise. Au départ, ont été envisagées des fêtes annuelles avec braderie de livres ouverte à tous (vente, échange) et la présence des éditeurs et bouquinistes de la région, des ateliers de reliure et d'imprimerie traditionnelles. Ensuite, il faudra créer des foires régulières, installer des bouquinistes (deux éditeurs sont déjà en cours d'installation, dont un libertaire). Tout n'est pas simple. Notamment, il faut trouver des

locaux disponibles, alors qu'il est évident que si ce projet de « village du livre » fonctionne, plusieurs habitants sauront mettre des corps de bâtiment à la disposition des libraires ou, pour certains, se reconverter partiellement en bouquinistes.

Alors que ce type de village, créé au Pays-de-Galles, existe déjà en France (Bécherel en Bretagne et Montolieu dans l'Aude), le modèle reste Redu en Belgique, près de Bouillon et Namur. Malheureusement, il est trop près de Merlieux, et il faut donc créer quelque chose de différent ou de complémentaire.

A l'organisation de cette journée, les militants et sympathisants anarchistes du groupe Pierre-

Kropotkine de Merlieux seront présents, en tant que simples citoyens, avec les autres habitants, comme pour toutes les réalisations de la commune. Certains assureront aussi une présence semi-militante en tenant la table de presse de la librairie du Monde Libertaire (occasions, soldes et éditions du ML). Après Artigues, en Ariège, voici une autre région rurale qui bouge et où s'investissent les anarchistes. Ici, ils sont « intégrés » et ne prédominent pas, en Ariège, ils restent encore isolés et tentent de ne pas agir seuls.

Claude Delattre
(gr. Kropotkine - Merlieux)

Le déroulement du 18

- 10 h : ouverture de la foire aux livres, du marché campagnard, des ateliers du livre (imprimerie, reliure, BD, écriture, collages, calligraphie), des expositions dans l'église (le chat, l'arbre), des stands et de la fête foraine, promenades en attelage.
 - 12 h - 15 h : restauration.
 - 14 h - 16 h : trois séries de débats-rencontres, à chaque heure, avec des écrivains (Régine Deforges, le Recteur Mallet, Suzanne Prou, Calixte Beyala, Yves Gibeau, Jacques Mazeau, Philippe Lacoche, Lucien Rosenblat, Yves-Marie Lucot...), séances de signatures, démarrage des animations-découvertes (conte, poésie, musique, théâtre), démonstration de cerfs-volants.
 - 16 h : présentation du prix littéraire « Bailly de Merlieux », parrainé par Régine Deforges. Le jury sera composé d'élèves de collèges et lycées de l'Aisne.
 - 16 h 45 : lâcher de ballons du « village du livre ».
 - 17 h : baptêmes de l'air en mongolfière.
 - 18 h : concert de jazz, avec Le Trio Jazz 02 (Pascal Bréchet, Philippe Seigneux et Jean-Luc Bernard).
- Une jeux-garderie est prévue pour les enfants.

Renseignements : bibliothèque de Merlieux, téléphone : 23.80.15.59
ou Aisne Lecture, téléphone : 23.23.43.53, fax : 23.79.30.79.

MUSIQUE

Automne blues

Il y a eu beaucoup de concerts de blues cet été, et tout ce qu'on leur souhaite c'est d'avoir été des « bateaux ivres », comme à l'espace Arthur-Rimbaud à Bagnols.

Pour ce qu'il est convenu d'appeler l'été indien, signalons quand même en Belgique, le 24 septembre, un festival de blues à Handzame (à 10 kilomètres de Turhout). Ce sera à partir de 14 h, avec Honey Boy Edwards et Dave Peabody, Larry Garner, Little Hatch, Mike Griffin, Long John Hunter, Lonnie Brooks. Tél. : 32-51.56.76.67.

Dans la foulée, annonçons le désormais sacré « Lisieux Blues festival », avec du 30 septembre au 1^{er} octobre, Big Fat Mama, Mark Hummel et Paris Slim, Chris Lancy, Bill Wharton et Junior Walker.

Et n'oublions pas Alvin Lee (Teen Years After), le 15 octobre à Salèze-sur-Sanne. Tél. : 74.29.45.26.

Voilà, à la prochaine.

Thierry (« Blues en liberté »)

N.B. : l'émission « Blues en liberté » se déroule chaque mercredi de 10 h à 12 h sur Radio Libertaire (89.4).

LILLE

Radio Campus (106.6)
« La Voix sans maître »
(émission animée
par le groupe FA
Humeurs Noires
et le CCL

Benoît-Broutchoux)
vendredi 16 septembre
de 19 h 30 à 20 h 30
Conférence
sur la population
et le développement :
les religions
contre les droits
des femmes

FMI, Banque mondiale et GATT : les sangsues capitalistes

(Suite de la « une »)

financé des projets qui signifient le déplacement de millions de personnes, détruisant leur mode de vie et sans leur garantir des moyens minimums pour vivre ;

— aggravation de la déjà pénible situation des femmes et des enfants de la périphérie. Devant la chute des revenus familiaux, femmes et enfants se sont vu obligés de travailler dans l'économie de marché au noir, à émigrer vers les pays du centre pour y exercer des travaux pénibles ou se livrer à la prostitution. Nombre de paysans pauvres sont obligés de vendre leurs filles à des réseaux de prostitution ou ont abandonné leurs enfants dans les rues des grandes villes. Les enfants se transforment en une force de travail dans des conditions de semi-esclavage (l'UNICEF considère que les enfants constituent 10% de la force laborieuse en Asie et 20% en Afrique).

Devant ce panorama de désolation, les institutions de Bretton Woods ont commencé à rénover leur image. D'un côté, elles se vantent de l'avancée des pays du sud-est asiatique, en omettant certains facteurs comme les salaires de misère et l'inexistence de moyens de protection sociale ou de l'environnement. Ils cachent aussi la poursuite de l'augmentation du chômage et de la marginalisation qu'implique le libre marché mondial pour les pays du centre, en l'attribuant à la « rigidité » de leur marché du travail. Et enfin, au sommet de Rio, la Banque mondiale s'est érigée en porte-drapeau de l'environnement mondial, sans pour autant abandonner son modèle de développement.



De plus, ces institutions continuent à souffrir des mêmes défauts qui se manifesteront à leur création : énorme et coûteuse bureaucratie, culte du secret et manque de transparence dans leurs décisions, distribution inégale de votes dans leurs décisions, favorisant les pays « riches », et manque de responsabilité financière alors que leurs échecs et défaites sont payés par les contributions des pays membres.

Que sont les institutions de Bretton Woods ?

En juillet 1944, à Bretton Woods (Etats-Unis), lorsque l'on entrevoit la victoire de la Seconde Guerre mondiale, les ministres des Finances se réunirent, avec les économistes et les banquiers des pays alliés pour désigner les insti-

tutions qui régiraient le nouvel ordre économique mondial. La Seconde Guerre mondiale fut un grand négoce pour les monopoles des Etats-Unis, qui se trouvaient alors avec d'énormes masses de capital et avec la nécessité, toujours croissante, de meilleurs bénéfices. Il était nécessaire d'agrandir et de globaliser le système capitaliste à l'échelle planétaire. A cette nécessité, la réponse fut la création de diverses institutions :

— le FMI, qui fut l'organisme chargé de maintenir des relations stables entre monnaies pour faciliter la pénétration des marchandises et l'élargissement du commerce mondial ; et qui a doté de liquidités, dans le même temps, les échanges internationaux avec des prêts sujets à l'adoption de dures règles d'ajustement économiques ;

— la Banque mondiale était chargée de faciliter le financement

international des grands projets (infrastructures de transport, hydrauliques, énergétiques...), impulsant un modèle de développement qui favorise la concentration de richesse dans les secteurs monopolistes et financiers du centre et les « élites » de la périphérie ;

— le GATT établit les nouvelles règles du commerce mondial, obligeant à ouvrir progressivement les marchés nationaux de la périphérie, avec pour conséquence la ruine du petit producteur local et son remplacement par les produits des grandes entreprises transnationales des pays du centre ; et orientant la production de ces pays vers l'exportation au bénéfice du « Nord ».

Qui contrôle le FMI et la Banque mondiale ?

Plus de 150 pays sont membres ou sociétaires du FMI.

Mais à eux seuls cinq pays contrôlent 44% des votes (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, France et Japon). Et les pays du « Nord », c'est-à-dire les 24 Etats appartenant à l'OCDE, détiennent la clé de près de 55% des votes, c'est-à-dire d'une large majorité. A laquelle il faut ajouter les 10% des votes des pays de l'OCPEP, puisque la grande majorité d'entre eux s'aligne sur la politique occidentale.

A l'opposé, un Etat comme la Chine dispose exclusivement de 2,5% des voix avec 1,1 milliard d'habitants alors que les Etats-Unis avec une population de 250 millions d'habitants en détiennent 19%.

Dans le cas de la Banque mondiale, les 24 pays de l'OCDE contrôlent plus des deux tiers des voix.

La réponse

Nous ne pouvons rester indifférents au sommet de Madrid. Une campagne « 50 ans, ça suffit ! » a été mise en place par une centaine d'associations et d'organisations non gouvernementales (ONG).

Un Forum alternatif aura lieu du 26 septembre au 1^{er} octobre à Madrid. Son objectif est d'être un lieu de rencontres, de réflexion et de débat pluraliste, démocratique, solidaire, éthique, internationaliste, avec une projection dans le futur et engagé dans la cause de la défense des dépossédés, margi-

naux, exploités et opprimés, que le présent ordre économique mondial induit tant ici qu'ailleurs dans le monde.

Pour le 2 octobre, des manifestations sont déjà prévues dans diverses villes, en Espagne, dont le temps fort sera celle de Madrid.

Pour tout renseignement sur le programme précis de la contre-célébration des 50 ans de Bretton Woods : Secré-tariat de la campagne « 50 ans, ça suffit ! » c/o calle Campomanes, 13 - 28013 Madrid, Espagne. Tél. : (91) 541.10.71. Fax : (91) 571.71.08.

Extrait de *La Llettra A* n° 41, mai-juin 1994

N.B. : dans notre numéro de la semaine prochaine, au sujet de la conférence de Madrid, seront publiées les contributions de la Fédération anarchiste ibérique et de la CNT.

SOMMAIRE

Page 1 : FMI, Banque mondiale et GATT : les sangsues capitalistes (suite p. 8), six antifascistes en procès à Berlin : la menace de la perpétuité (suite p. 2)
Page 2 : Six antifascistes en procès à Berlin : la menace de la perpétuité (suite de la « une »), Grèce, Infos FA.
Page 3 : Air France et la rentrée sociale, La Poste : « Le service public n'appartient pas qu'à l'Etat mais aussi aux usagers », Aniane : la première prison des sans-nom.
Page 4 : Tcherepovets 94 : deuxième camp écologique d'été.
Page 5 : Impressions sur l'Inde du sud.
Page 6 : Carlos-Woodstock : la fin d'une époque, Nouvelles du front, Associations.
Page 7 : Festival « Notes en Bulles » d'Artigues, Merlieux : le « village du livre », Automne blues.
Page 8 : FMI, Banque mondiale et GATT : les sangsues capitalistes (suite de la « une »), Le Bloc anticapitaliste contre le FMI et la BM.

Le Bloc anticapitaliste contre le FMI et la Banque mondiale

La célébration du cinquantième anniversaire de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Madrid a vu se développer diverses initiatives de protestation dont la plus connue est « 50 ans, ça suffit ! », impulsée à Madrid par divers collectifs, dont la puissante fédération écologiste AEDENAT. A Valencia, depuis quelques mois, le « Bloc anticapitaliste » a été créé dans le but de développer un travail sur les quartiers et les villes. Cette coordination, qui compte actuellement une quinzaine d'associations et de collectifs libertaires et autonomes, manifeste son désintérêt pour la convocation du Forum alternatif et montre son scepticisme

devant la revendication de 0,7% du PIB des pays industrialisés pour les pays pauvres. Selon ce collectif, cette revendication ne remet pas en cause l'état actuel des choses qui génère les problèmes, à savoir le capitalisme. Après l'expérience de l'Expo 92 de Séville, ils optent pour un effort de travail, de prévision et d'organisation et offrent leur collaboration en ce sens. Un communiqué a été expédié à cinquante collectifs de l'ensemble de l'Etat espagnol. Pour tout renseignement, écrire sans autre mention à : Apartado 599, 46080 Valencia.

Extrait de *La Llettra A* n° 41, mai-juin 1994

BELGIQUE
Réunion des amis d'Alternative libertaire de Liège et de Bruxelles
samedi 17 septembre
15 h 30
au Centre libertaire
65, rue du Midi
1000 Bruxelles
(souper spaghettis, ouvert à tous, à 20 h.
Réservations au 02/511.93.10.)